

IL L'ACCUSE DE MENER UNE CAMPAGNE DE «DIVERSION»

# Mokri attaque Ouyahia

**Le président du MSP accuse tout simplement le secrétaire général du RND de mener une campagne de «diversion» en s'attaquant à son mouvement alors qu'il aurait été, selon lui, mieux indiqué de s'en remettre au Premier ministre.**

**Mohamed Kebci - Alger (Le Soir)** - Rebelote dans les querelles rythmant épisodiquement les relations entre le RND et le MSP.

Et cette fois-ci, et en plus de la traditionnelle réplique du chef islamiste, sous forme d'accusation d'une «naissance avec moustaches et d'un bénéfice sans précédent de la fraude électorale lors des élections législatives de juin 1997, deux ans quelques mois seulement après la création du parti, Abderezzak Mokri accuse tout simplement Ahmed Ouyahia de mener une campagne de «diversion» pour, selon lui, «voiler le scandale des 70 milliards de dinars injectés dans des projets d'investissements pas du tout pas rentables. «A-t-il peur de demander des explications au

Premier ministre qui a révélé ce scandale ? Ce n'est pas nous qui avons révélé cette affaire ni pointé du doigt l'ex-ministre de l'Industrie et des Mines, dont le successeur a pris le relais du nouveau Premier ministre», a-t-il affirmé, hier samedi, dans son allocution introductive des travaux de la neuvième session du Conseil consultatif national du mouvement. Et de s'interroger encore : qui est responsable de cette gabe-gie ? C'est l'argent du peuple et l'Etat n'en a malheureusement pas profité», comme pour suggérer indirectement au Premier ministre d'aller au bout de sa révélation.

A moins, a-t-il lâché, que ce ne soit dans la perspective du rendez-vous du printemps 2019, allusion aux élections présidentielles pré-



Photo : Samir Sid

Abderezzak Mokri monte au créneau.

vues à cette période. Poursuivant ses attaques, Mokri a ressassé sa conviction selon laquelle les victoires «artificielles» du RND en 1997 et en 2007 tout comme celles du FLN en 2012 et tout récemment, le 4 mai dernier, ont été au détriment de

son mouvement. «Nous savons que le président de la République est convaincu que nous sommes les premiers lors des dernières législatives et même en 2012. C'est pour cela d'ailleurs, que nous avons été sollicités pour rejoindre le gouvernement», a-t-il soutenu. Et de revenir sur le refus signifié fort-à-propos par le mouvement, réitérant la disponibilité du MSP à rejoindre un gouvernement d'union nationale à condition d'avoir les visions politique et éco-

nomique, la première conditionnant la seconde puisque dictant des élections transparentes desquelles découlera une représentation populaire crédible à même de mener une politique de crise», a-t-il expliqué.

Mokri a, en outre décliné, l'invitation du Premier ministre pour un dialogue autour du dossier tant sensible des transferts sociaux. «Tebboune veut nous associer à l'annulation des transferts sociaux, c'est horrible», a affirmé le président du MSP pour qui la démarche de l'exécutif doit être menée «sur deux pieds et pas un seul».

Excellent dans le registre politique, le président du MSP a réparti le champ politique en deux courants : celui «nationaliste» dont son parti fait office de «cœur, et celui «laïc» à la solde, selon lui, des «intérêts occidentaux, notamment français».

A noter que cette session du conseil consultatif national du MSP est la dernière avant la tenue, le 22 juillet prochain, du congrès de réunification d'avec le Front du Changement, parti créé, en 2012 par Abdelmadjid Ménasra après sa scission d'avec le mouvement.

M. K.

## COOPÉRATION ALGÉRO-CHINOISE DANS LE DOMAINE DE LA GOUVERNANCE

# Une pédagogie d'approche limitée

**Si au plan organisationnel, les initiateurs de la rencontre, tenue durant cinq jours à Annaba, consistant en un cycle d'études encadré par des experts de l'académie de gouvernance de la République populaire de Chine sur la planification territoriale et gestion du développement économique local, ont réussi leur mission d'encadrement technique, il n'en est pas de même du côté pédagogique. En fait, une question posée par un des participants, cadre au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, aurait pu remettre sur rails, le cycle d'études initié par le même ministère. Cela n'a pas été le cas.**

Les encadreurs chinois ont maintenu le cap avec une pédagogie d'approche strictement limitée aux expériences vécues par leur pays ces deux dernières décennies. Il s'agit notamment des différents plans quinquennaux de développement tous azimuts. Ils n'ont rien laissé au hasard, allant jusqu'à préciser la cartographie de la RP Chine tant en termes de provinces, de populations que de décentralisations des activités administratives sous une gouvernance décentralisée.

Ce que le traducteur chinois n'a éprouvé aucune difficulté à exprimer, car s'agissant de traduire dans un arabe approximatif des statistiques de son propre pays. Il reste cependant que, sa traduction simultanée paraissait figée et n'incitait pas vraiment l'assistance à la suivre. C'est ce qui sera relevé avec l'intervention d'un cadre féminin

algérien chargé de donner lecture en arabe du texte présenté par un des académiciens chinois. Il faut dire que les enseignements à tirer des expériences chinoises telles qu'avancées par les experts chinois, n'étaient pas nombreux.

L'inertie des uns et des autres s'est cependant dissipée au moment où ont été abordées les questions du minerai de fer Ghar Jbilet (Tindouf), de la route de l'Unité africaine reliant six pays du continent (Algérie- Tunisie-Mali-Niger-Nigeria-Tchad) et de la Transmaghrébine. Trois projets importants où l'Algérie se positionne en maître d'œuvre. Et pour cause, elle est la principale source de financement. A titre d'exemple, il est dit que pour la route de l'Unité africaine, l'Algérie a déboursé, à elle seule, des milliards de dollars.

Le gouvernement algérien avait

trouvé une solution en 2015. C'était à l'issue d'une visite de travail en Chine de l'ancien chef du gouvernement Abdelmalek Sellal. Il avait signé avec son homologue chinois un accord de partenariat pour la mise en exploitation du minerai de fer de Ghar Jbilet. Il s'agissait, entre autres, de la construction d'une ligne ferroviaire de plus de 1 000 km et de la mise en place d'équipement d'extraction du minerai.

Ces informations et bien d'autres, avaient été abordées par les cadres du ministère de l'Intérieur à chaque pause-café. Cela a été le cas pour le retrait du mégaprojet de Cherchell portant sur la réalisation d'un port à même d'accueillir les navires gros transporteurs. Deux compagnies chinoises s'étaient inscrites au départ du projet. De par ses caractéristiques d'infrastructures portuaires, notamment ses 23 quais pour le traitement de plus de 6 millions de conteneurs et 25,7 millions de tonnes de marchandises diverses, il est depuis septembre 2016 à l'abandon. Une des deux entreprises, la «China Harbour Engineering Compagny» (CHEC) a fait faux bond. «Nous ne sommes plus intéressés», avaient répondu les responsables de cette compagnie de la RP de Chine. Elle qui avait pourtant eu tout le temps d'étudier ce projet qu'elle a approuvé, a trouvé à redire en ce qui concerne sa rentabilité.

Cette position surprenante des Chinois dans ce projet semble avoir stimulé l'énergie des décideurs algériens. Le Premier ministre Abdelmadjid Tebboune notamment. Il s'était exprimé devant le Sénat lors de la présentation du programme de son gouvernement. Ce responsable a parlé de la relance du projet avec un autre partenaire. Toutes ces approches ont fait l'objet de discussions entre les participants au cycle d'études de Annaba.

Ce que les encadreurs chinois de la rencontre avaient omis de faire. Ils sont restés concentrés sur les réformes et autres approches de gestion du développement économique local telle que conçue au pays du 1,36 milliard d'habitants.

A. Bouacha

## UN ATELIER INTERNATIONAL SERA CONSACRÉ AU SUJET

# La lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme en débat à Alger

Un Atelier international sur le rôle de la réconciliation nationale dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme se tiendra lundi et mardi prochains au Palais des nations, à Alger, indique samedi un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

L'atelier, organisé à l'initiative de l'Algérie, et qui s'inscrit dans le cadre de la poursuite de ses efforts en matière de la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme, réunira de hauts fonctionnaires et d'experts dans ces domaines, des représentants des pays membres du Forum global de lutte contre le terrorisme (GCTF) et du Conseil de Sécurité de l'Onu, ainsi que les pays de la région du Sahel et des organisations internationales et régionales, dont l'Onu, l'Union africaine (UA), l'Union européenne (UE), Afpipol, Europol, la Ligue des Etats arabes et l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI), invités à prendre part à cet Atelier.

«Cette importante rencontre permettra aux participants de s'imprégner davantage de l'expérience algérienne en matière de réconciliation nationale, initiative prise par le président Abdelaziz Bouteflika, pour ramener la paix, la sécurité et la stabilité au pays et qui a permis de mettre définitivement fin à la fitna qui avait endeuillé le peuple algérien durant toute la décennie des années quatre-vingt-dix», souligne la même source.

L'initiative s'inscrit dans le cadre des précédentes rencontres organisées par l'Algérie portant sur l'expérience algérienne en matière de déradicalisation (juillet 2015), sur le rôle de l'Internet et des réseaux sociaux dans la prévention et la lutte contre la radicalisation et le cyberterrorisme (avril 2016) ainsi que sur le rôle de la démocratie dans la prévention et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent (septembre 2016), rappelle-t-on.

La cérémonie officielle d'ouverture de cet Atelier international sera présidée par le ministre des Affaires étrangères Abdelkader Messahel.

## TAMANRASSET

# Un terroriste se rend aux autorités militaires

Le terroriste DJ. Ahmed, dénommé Houdhaïfa, s'est rendu hier aux autorités militaires de Tamanrasset (6<sup>e</sup> Région militaire), indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts des forces de l'Armée nationale populaire, le terroriste dénommé DJ. Ahmed, dit Houdhaïfa, s'est rendu, ce matin 8 juillet 2017, aux autorités militaires en 6<sup>e</sup> Région militaire à Tamanrasset. Ledit terroriste a rallié les groupes criminels en 2008», précise la même source.

En outre, «une unité de gardes-côtes a déjoué, à Annaba/5<sup>e</sup> RM, une tentative d'émigration clandestine de 12 personnes à bord d'une embarcation de construction artisanale», conclut le communiqué du MDN.

## Décès de notre ami et camarade Abdelkrim Mehenni

C'est avec consternation et profonde tristesse que nous venons d'apprendre ce samedi 8 juillet à Paris le décès de notre ami

**Abdelkrim Mehenni dit Kerroum**  
suite à une longue maladie.

Jusqu'au bout, il est resté un homme de conviction et d'amitié. Ancien étudiant à l'Université de Constantine, il a participé en 1975 à la Conférence nationale de la jeunesse (CNJ) qui donna naissance à l'UNJA, dont il a été le secrétaire national chargé du volontariat avant d'assumer également la responsabilité de la CNE (Commission nationale des étudiants).

Il a été également journaliste à *Alger Républicain*. Ces dernières années, il a dû affronter avec courage la maladie. Que sa famille, son fils, et tous ses proches trouvent ici l'expression de nos sincères condoléances et de notre soutien. Paix à son âme de combattant !

**Abdelmadjid Kaouah, Arezki Metref**